

N° DP 25/205

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN CONSENTIE A LA SAS TELEDIFFUSION DE FRANCE RELATIVE A LA PARCELLE CADASTREE SECTION AB N°24 - COMMUNE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation temporaire, ci-annexée,

CONSIDERANT que la commune de Toulon et Radio Monte-Carlo ont signé en date du 31 octobre 1996 une convention de mise à disposition d'un Relais Radio propriété de la commune de Toulon consentie à Radio Monte-Carlo,

CONSIDERANT que la commune de Toulon, Radio Monte-Carlo et Télédiffusion de France ont signé en date du 1^{er} octobre 2001 un avenant n°1 à ladite convention afin que Télédiffusion de France se substitue à Radio Monte-Carlo à la mise à disposition dudit relais radio,

CONSIDERANT que la commune de Toulon a transféré la gestion de la parcelle cadastrée section AB n°24, sise à Toulon, Colline du Faron, à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée en vertu des Actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager,

CONSIDERANT que suite à ce transfert, les parties se sont rapprochées et ont convenu de poursuivre l'occupation au profit de la SAS Télédiffusion de France, pour une durée de 12 ans, moyennant une redevance annuelle de 26 000 (vingt-six mille) euros HT,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire consentie à la SAS Télédiffusion de France relative à la parcelle cadastrée section AB n°24, sise à Toulon, Colline du Faron pour une durée de 12 ans, moyennant une redevance annuelle de vingt-six mille euros hors taxes.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront imputées à l'opération N° 61101 article N° 70323 du Budget principal.

La présente Décision sera

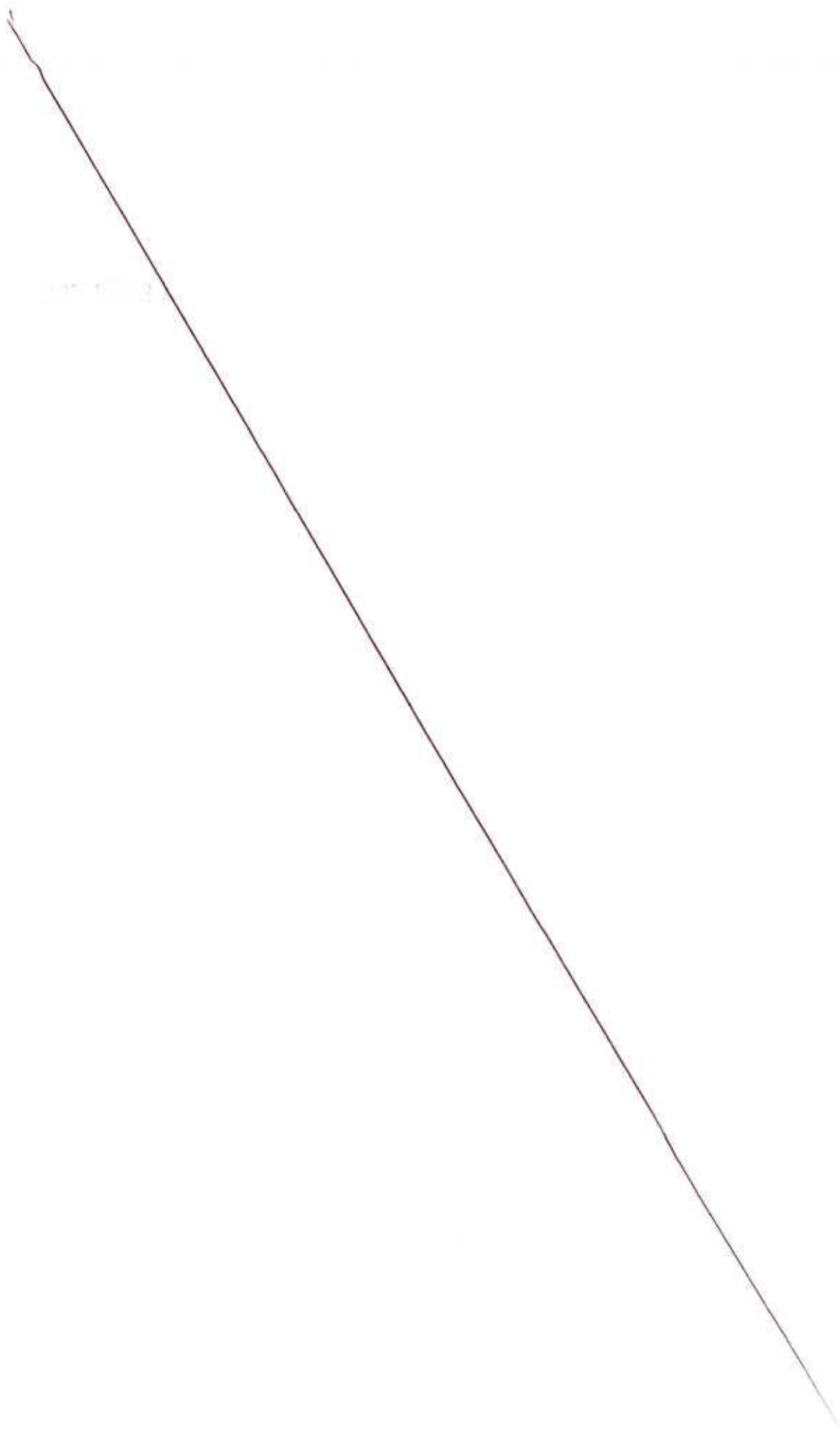
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
TOULON FARON

CONSENTIE A LA SAS TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE
COMMUNE DE TOULON

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à TOULON (83041) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » **ou** « la Métropole Toulon Provence Méditerranée » ou « la Métropole »

D'une part

ET

Télédiffusion de France, Société par Actions Simplifiée au capital de 166 956 512 €, dont le siège social est situé à MONTROUGE (92541), 155 bis, avenue Pierre Brossolette, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 342 404 399, représentée par Christian GRIMALDI, agissant en qualité de Responsable Patrimoine Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Télédiffusion de France », « le Bénéficiaire »

D'autre part

Préambule

La commune de Toulon et Radio Monte-Carlo ont signé en date du 31 octobre 1996 une convention de mise à disposition d'un Relais Radio propriété de la commune de Toulon à Radio Monte-Carlo.

La commune de Toulon, Radio Monte-Carlo et Télédiffusion de France ont signé en date du 1^{er} octobre 2001 un avenant n°1 à ladite convention afin que Télédiffusion de France se substitue à Radio Monte-Carlo à la mise à disposition dudit relais radio.

La commune de Toulon a transféré la gestion de la parcelle citée ci-dessus, à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée en vertu des Actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Suite à ce transfert, les parties se sont rapprochées et ont convenu de poursuivre l'occupation de Télédiffusion de France conformément aux conditions visées aux présentes.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Site radioélectrique, ci-après dénommé « Site » : désigne un emplacement spécialement aménagé en vue de recevoir des stations radioélectriques, lesdits aménagements étant définis ci-après.

Aménagements : sont constitués par un ensemble d'infrastructures comprenant notamment un ou plusieurs pylônes, pylônets, bâtiments, locaux techniques permettant notamment l'installation, la mise en service, l'exploitation, l'entretien des stations radioélectriques.

Station radioélectrique : désigne une ou plusieurs installations d'émission, transmission ou réception, ou un ensemble de ces installations y compris les systèmes antennaires associés, les multiplexeurs et chemins de câbles ainsi que les appareils accessoires, localisés au sol ou aériens, dont l'ensemble constitue les équipements radioélectriques, nécessaires à la fourniture de communications électroniques.

Communications électroniques : « émissions, transmissions ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons par voie électromagnétique » (article L.32 du Code des Postes et Communications électroniques).

Article 2 – Objet de la convention

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Métropole autorise la société Toulon Diffusion de France, qui accepte, à occuper les biens du domaine public désignés ci-dessous (ci-après dénommés « Biens occupés »), conformément au plan joint en Annexe 1 :

- Une emprise d'une superficie de 30 m² à prélever sur une parcelle cadastrée section AB, n° 24 d'une surface totale de 278 983 m², sise à TOULON (83200), Colline du Faron.
- Des emplacements sur le Pylône propriété de la commune de Toulon
- De l'alimentation d'énergie :
 - o Point de livraison dans le local HT/BT du Fort Faron
 - o La liaison câble depuis le Fort Faron jusqu'au relais radio

À la date de la signature de la présente convention, les Parties précisent qu'il existe :

- Sur la parcelle : un local technique de type préfabriqué d'une superficie de 22,5 m²
- Sur le pylône : des antennes (cf. descriptif en Annexe)

La présente convention n'a pas pour effet de conférer des droits réels sur les biens mis à la disposition de Télédiffusion de France.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de douze (12) années à compter du 1^{er} janvier 2025.

Elle est accordée à titre strictement personnel.

Article 4 – Redevance

4.1 Calcul de la redevance

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle comprenant une partie variable forfaitaire, calculée en fonction du nombre de Point de Service Radio FM, d'un montant de **six-mille-cinq-cents euros hors taxes (6 500 € HT)** par Point de Service Radio FM.

Au jour de la signature de la présente convention, compte tenu de la présence de 4 Points de Services Radio FM, la redevance s'élève à **vingt-six mille euros hors taxes (26 000 € HT)**.

La Métropole étant assujettie à la T.V.A., il conviendra de mettre à jour le montant de la redevance en tenant compte de la T.V.A. en vigueur.

Le montant de la redevance sera donc majoré de la part variable correspondante, par l'arrivée de tout nouveau client ou service sur le Site. Le montant de l'augmentation pour la première année, sera calculé prorata temporis entre la date de mise en service des équipements et le 31 décembre de l'année en cours.

Le montant de la redevance sera minoré de la part variable correspondante, par le départ de tout client ou service sur le Site. Le montant de la minoration pour l'année de départ, sera calculé prorata temporis entre la date de départ des équipements et le 31 décembre de l'année en cours.

Télédiffusion de France s'engage à informer la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la date d'entrée sur le site ou de départ du site de tout opérateur visé à la partie variable.

4.2 Révision de la redevance

Elle sera révisée automatiquement au 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois le 1^{er} janvier 2025 en fonction des variations subies par l'Indice INSEE du Coût de la Construction (ICC) avec pour référence d'ICC du 2^{ème} trimestre 2024 (2205), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance HT de l'année en cours

R = redevance initiale (26 000 € HT)

I(n) = indice ICC du 2^{ème} trimestre de l'année précédente

I = indice ICC du 2^{ème} trimestre 2024 (2205)

4.3 Impôts et taxes

Le bénéficiaire de la présente convention devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

4.4 Charges

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tout contrat, abonnement pour les services de fourniture d'électricité, d'eau, etc.

4.5 Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer qui devra être envoyé à l'adresse suivante :

**TDF Chez Grant Thornton 1^{er} étage
Rue de la Terre Victoria
CS 26876
35760 Saint Grégoire Cedex**

Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE TOULON** »

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

Le paiement de la première redevance est exigible dès la date de prise d'effet de la présente convention. Elle est calculée prorata temporis depuis la date d'effet de la convention jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Article 5 – Destination des bien occupés

Les Biens occupés sont destinés à l'installation et l'exploitation de sites radioélectriques qui seront la propriété de Télédiffusion de France, ceci afin de :

- Fournir tout service de communications électroniques à titre principal, connexe ou accessoire, directement ou indirectement, à l'aide de moyens appropriés,
- Y établir et/ou exploiter tout réseau de communications électronique et/ou tout équipement ou infrastructure participant à un tel réseau,
- Y effectuer toutes opérations en rapport avec des activités de communications électroniques (telle que, sans que cette liste soit limitative, un contrat de location, une prestation d'accueil et/ou de maintenance de tout ou partie d'une station radioélectrique exploitée par un opérateur tiers) notamment en application du droit sectoriel des communications électroniques.

Les Aménagements, lorsqu'ils sont réalisés ou acquis par Télédiffusion de France, demeurent sa propriété pleine et entière, y compris à l'expiration de la convention, dans le respect des conditions mentionnées à l'article 19 « restitution des biens occupés ».

Le Bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toutefois il pourra, après accord exprès du Propriétaire dans les conditions de l'article 6 « sous-occupation », autoriser des tiers à sous-occuper l'occupation d'une partie du site. Dans ce cas, il demeurera responsable envers le Propriétaire et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations imposées par la présente Convention.

Toute cession totale ou partielle de l'activité exercée par le Bénéficiaire sur le site ne peut intervenir, sous peine de résiliation de la convention sans indemnité, qu'avec l'accord préalable du Propriétaire.

Les contrats passés en application du présent paragraphe ne peuvent avoir un terme allant au-delà de celui de la Convention, sauf autorisation expresse du Propriétaire.

Article 6 – Sous-occupation

Le Bénéficiaire pourra autoriser un tiers (le « Sous-occupant ») à occuper tout ou partie de l'Ensemble Immobilier.

Dans cette hypothèse, le Bénéficiaire doit obtenir préalablement, par écrit, l'agrément du Propriétaire quant au Sous-occupant proposé et à la nature de l'activité exercée par ce dernier sur l'Ensemble Immobilier.

Un exemplaire du contrat conclu entre le Bénéficiaire et le Sous-occupant est transmis au Propriétaire dans les quinze (15) jours suivant sa signature par les deux parties concernées.

Le Propriétaire dispose d'un (1) mois à compter de la réception de ce document pour agréer la sous-occupation. À défaut de décision expresse dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Toute sous-occupation consentie sans agrément préalable entraîne la résiliation de plein droit de la présente Convention.

Si elle est dûment autorisée, cette sous-occupation ne peut, en tout état de cause, conférer au Sous-occupant plus de droits que ceux résultant de la présente Convention. Le Bénéficiaire s'oblige par ailleurs à communiquer au Sous-occupant l'ensemble des conditions d'occupation mentionnées dans la présente Convention, susceptibles de s'appliquer à lui. Le Bénéficiaire demeure vis-à-vis du Propriétaire personnellement responsable de l'accomplissement de toutes les obligations mentionnées dans la présente Convention et de tous les dommages pouvant découler de l'exploitation.

Le Sous-occupant ne peut en outre réclamer au Propriétaire des indemnités pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de non-renouvellement par le Propriétaire de la présente Convention.

Les termes de la présente clause devront être repris dans tout contrat entre le Bénéficiaire et le Sous-occupant, Sous-occupant qui ne pourra ignorer les dispositions de la présente Convention. Tout contrat de sous-occupation devra en outre stipuler la renonciation expresse du Sous-occupant à tous droits et actions ou mise en cause à l'encontre du Propriétaire.

Article 7 – Conditions d'utilisation des bien occupés

Télédiffusion de France peut développer toute activité sur le Site installé sur les Biens occupés, dans le respect de la destination de ceux-ci définie à l'article 5 relatif à la destination des biens occupés.

La Métropole s'engage à respecter et à faire respecter par tout tiers le droit d'usage des Biens occupés consenti à Télédiffusion de France et à ne pas porter atteinte à l'intégrité du Site. À cet effet, en aucun cas les Biens occupés ne peuvent être utilisés et/ou modifiés par la Métropole, ainsi que par les préposés et sous-traitants de ce dernier pendant toute la durée d'application de la présente convention.

Dans l'hypothèse où la Métropole serait dans l'obligation d'effectuer des travaux indispensables au maintien en l'état des Biens occupés et susceptibles d'interrompre le fonctionnement et/ou l'exploitation du Site, la Métropole s'engage à informer Télédiffusion de France par lettre recommandée avec accusé de réception de cette opération, en respectant un préavis minimum de 2 mois, sauf urgence impérieuse.

Télédiffusion de France s'engage à respecter pour l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'un Site, les normes et recommandations en vigueur sur le

territoire français. Télédiffusion de France s'engage à répondre dans un délai raisonnable à toutes les préconisations que la loi et/ou les règlements imposeraient en France, même dans le cas où celles-ci nécessiteraient l'arrêt définitif ou temporaire de l'exploitation du Site et ce, dans les délais impartis par ces mêmes lois et règlements.

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

Article 8 – Autorisations administratives

Télédiffusion de France fait personnellement son affaire d'obtenir toutes les autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien du Site. Elle est autorisée à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme requise par la réglementation en vigueur (permis de construire, déclaration préalable, etc.) pour les ouvrages définis à l'article 2 relatif à l'objet de la convention.

À cet effet et aux termes des présentes, la Métropole donne dès à présent son accord permettant l'accomplissement des formalités susvisées.

Article 9 – Travaux

Les travaux nécessaires à l'installation, la mise en service et l'entretien des Aménagements et Stations radioélectriques, l'exploitation et la modification du Site et des Biens occupés sont réalisés aux frais, risques et périls de Télédiffusion de France. Les travaux seront effectués dans le respect des normes techniques et règles de l'art.

Télédiffusion de France pourra procéder à l'implantation et au maintien, sur les Biens occupés, en aérien ou en sous-sol, des câbles, gaines, chemins de câble, lignes et fourreaux nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux connexions du Site de TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE (y compris Fibre Optique), aux réseaux filaires de communications électroniques présents sur le domaine public à proximité des Biens occupés.

La Métropole autorise dès à présent à exécuter ou à faire exécuter tous travaux nécessaires à l'activité déployée sur les Biens occupés conformément à la destination précisée à l'article 5 « destination des biens occupés » de la présente convention.

Article 10 – Implantation du Pylône

Le cas échéant, Télédiffusion de France procédera au remplacement de l'installation technique du pylône et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

Article 11 – Compatibilité électromagnétique

S'il existe sur le site une ou plusieurs autres stations de radiocommunication, Télédiffusion de France s'engage, avant d'installer ses nouveaux équipements techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité éventuellement nécessaires entre les différents équipements techniques. Le résultat de cette étude devra être remis à la Métropole avant le début des travaux.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait que les nouveaux équipements envisagés nuiraient au fonctionnement des équipements techniques en place, Télédiffusion de France s'engage à ce que soit réalisée, à sa charge financière, la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes en vigueur.

Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, les nouveaux équipements projetés ne pourront pas être installés et la présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

Article 12 – Alimentation électrique

Télédiffusion de France conservera son alimentation électrique telle qu'elle a pu être consentie lors de la précédente convention, à savoir, la mise à disposition par la Métropole à Télédiffusion de France de :

- Point de livraison dans le local HT/BT du Fort Faron, un départ énergie de 32 Kva Triphasée.
- La liaison câble depuis le Fort Faron jusqu'au relais radio à son entière charge.

Article 13 – Entretien des biens occupés

Télédiffusion de France maintient en bon état les Biens occupés pendant toute la durée de la convention.

Article 14 – Accès aux biens occupés

La Métropole autorise les personnels de Télédiffusion de France, ses sous-traitants, préposés et tout tiers autorisés par Télédiffusion de France, à accéder aux Biens occupés à tout moment.

La Métropole accorde en outre à Télédiffusion de France, un droit de passage, sur les terrains qui lui appartiennent et non loués à Télédiffusion de France, en aérien ou en sous-sol, des câbles, gaines, chemins de câble, lignes et fourreaux nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux connexions du Site de Télédiffusion de France (y compris Fibres Optiques), aux réseaux filaires de communications électroniques présents sur le domaine public à proximité des Biens occupés.

La Métropole fait bénéficier Télédiffusion de France des servitudes éventuelles dont elle-même est bénéficiaire. Si ces servitudes n'existent pas, Télédiffusion de France pourra demander à la Métropole d'exercer son droit à servitude, notamment de passage.

De plus, si le gestionnaire du réseau électrique devait solliciter la Métropole pour lui faire signer une servitude d'accrochage du compteur électrique et/ou de passage des réseaux enterrés, ce dernier s'engage à signer tous documents qui y sont relatifs.

La Métropole accorde un droit de passage temporaire sur les terrains dont elle est propriétaire, aux fins de permettre le passage de tout véhicule nécessaire à la construction et l'évolution du site et à l'entretien des Biens occupés par Télédiffusion de France. Toute dégradation causée par Télédiffusion de France est interdite et fera, le cas échéant, l'objet d'une remise en état au titre de l'article 1240 du Code civil.

Article 15 – Assurances

Le Bénéficiaire fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 31 janvier**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances

Le Bénéficiaire devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Le Bénéficiaire est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

Sinistre

En cas de sinistre, le Bénéficiaire aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un

dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont le Bénéficiaire pourrait être victime dans les locaux loués.

Article 16 – Responsabilité et recours :

Le bénéficiaire renonce à tous recours en responsabilité ou réclamation contre le propriétaire, tous mandataires du Propriétaire, leurs assureurs et s'engage à obtenir les mêmes renonciations de tous assureurs pour les cas suivants :

- En cas de vol, de tentative de vol, de tout acte délictueux ou de toute voie de fait dont l'occupant pourrait être victime dans les biens mis à disposition ou dans l'immeuble, le propriétaire n'assumant aucune obligation de surveillance.
- En cas d'irrégularités ou d'interruption du service de l'eau, de l'électricité, du téléphone, de la climatisation, des groupes électrogènes de tous systèmes informatiques s'il en existe.
- En cas de dégâts causés aux Lieux mis à disposition et/ou à tous éléments mobiliers s'y trouvant, par suite de fuites, d'infiltrations, d'humidité ou autres circonstances.
- En cas d'agissements générateurs de dommages des autres occupants de l'Immeuble, de leur personnel, fournisseurs et clients, de tous tiers en général.
- En cas d'expropriation totale ou partielle des Lieux mis à disposition ou de mise à l'alignement de l'Immeuble, toute action devant être exercée par l'occupant directement à l'égard de l'Administration ou de l'autorité responsable.
- En cas d'accidents survenant dans les biens mis à disposition ou dans l'immeuble pendant le cours de la convention, qu'elle qu'en soit la cause ; de prendre donc à son compte personnel et à sa charge entière toute responsabilité civile en résultant à l'égard soit de son personnel, soit du propriétaire, soit des tiers, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou poursuivi de ce chef.

Article 17 – Clause résolutoire

En cas de refus de l'une des autorisations mentionnées à l'article 8 « Autorisations administratives », nécessaires à l'implantation et l'exploitation du Site radioélectrique, la présente convention pourra être résolue, de plein droit, à l'initiative de Télédiffusion de France. Dans cette hypothèse, la Métropole conservera, à titre d'indemnité, la redevance versée par Télédiffusion de France au titre de la période courant jusqu'à la date de signification par Télédiffusion de France à la Métropole, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, de la réalisation de la clause résolutoire.

Télédiffusion de France procédera à la remise en état des biens occupés.

Article 18 – Résiliation

18.1 Résiliation par la Métropole

La résiliation par la Métropole motivée par la satisfaction de besoins d'intérêt général est signifiée à Télédiffusion de France par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis minimum de trois (3) mois et le versement d'une indemnité dont le calcul est explicité ci-dessous.

18.2 Résiliation par Télédiffusion de France

Dans l'éventualité où Télédiffusion de France n'aurait plus l'utilité des Biens occupés au titre de la présente convention, par suite de l'évolution des techniques ou pour toute autre cause, elle pourra résilier celle-ci à tout moment, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois signifié à la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 19 – Restitution des biens occupés

À la cessation de la convention, pour quelque cause que ce soit, les Aménagements devront être enlevés et les Biens occupés remis en leur état initial par Télédiffusion de France sauf si un accord préalable entre les parties en décidait autrement.

Article 20 – Informatique et libertés

Les informations recueillies par la Métropole dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Article 21 – Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, d'une recherche d'accord amiable entre les parties concernées.

À défaut d'un accord dans un délai de trois (3) mois après la survenance d'un tel différend, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant le Tribunal administratif du lieu de situation des Biens occupés.

Article 22 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, à l'adresse indiquée en tête des présentes : Direction de l'immobilier et du foncier, Hôtel de la Métropole, TOULON (83041) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536 Toulon Cedex.

Télédiffusion de France, MONTROUGE (92541), 155bis, avenue Pierre Brossolette.

Toute notification à effectuer dans le cadre des présentes sera faite par écrit aux adresses susvisées.

Article 23 – Préambule et Annexes

Le Préambule et les Annexes décrits ci-dessous font partie intégrante de la convention et ont valeur contractuelle :

Annexe 1 : Plan de situation des Biens occupés.

Fait à Toulon, le

**Le Responsable Patrimoine
Provence-Alpes-Côte-d'Azur Corse
Télédiffusion de France**

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

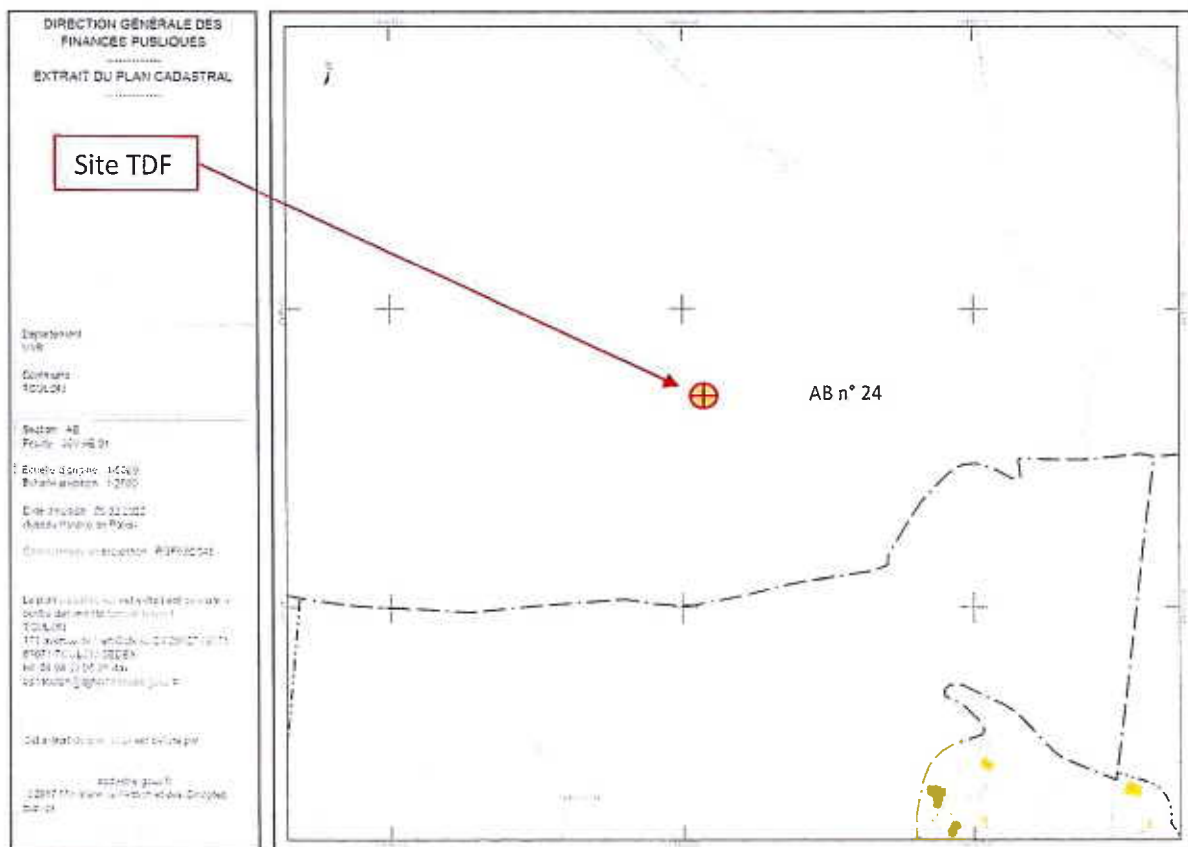
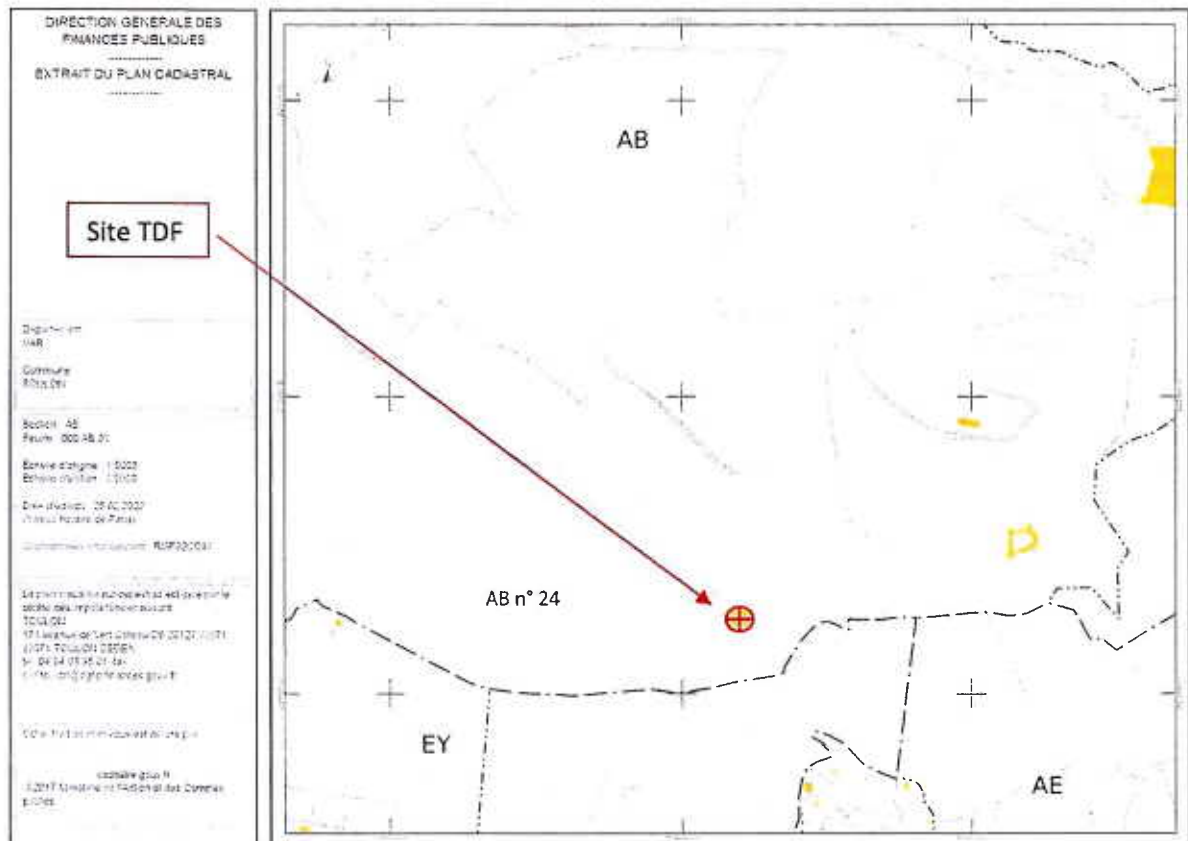
Christian GRIMALDI

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE 1

PLAN DE SITUATION (ET DE MASSE) DES BIENS OCCUPES

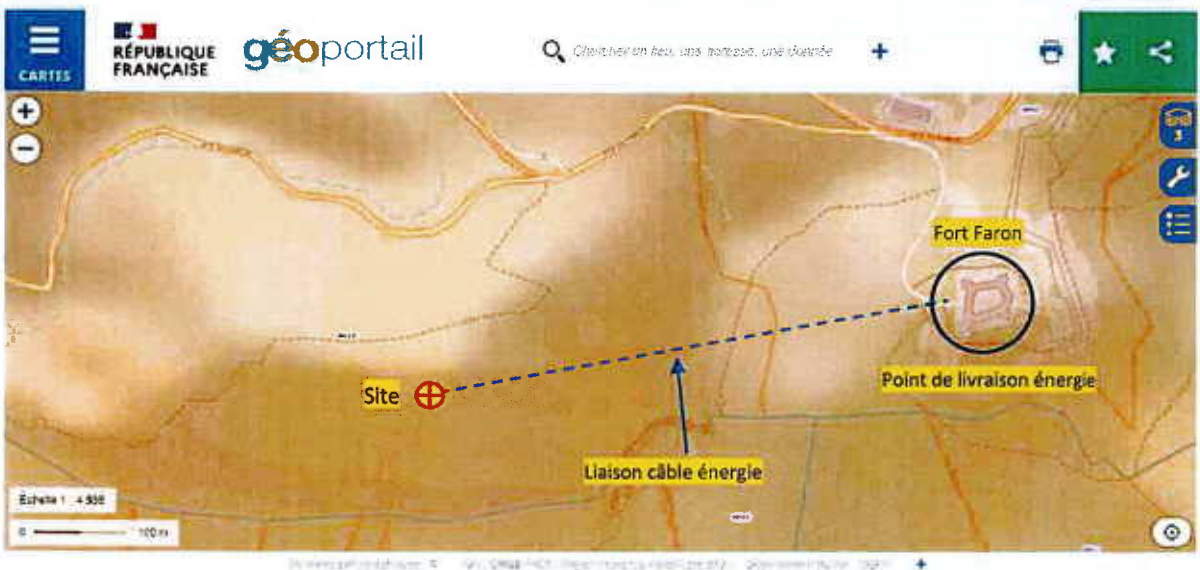
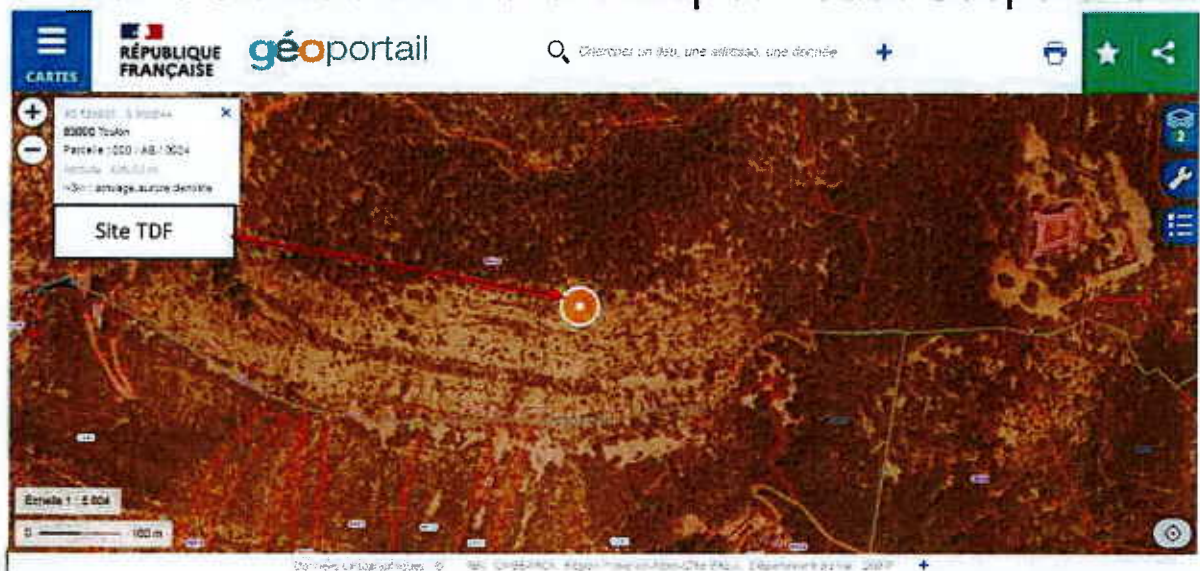
Extrait Plan Cadastral



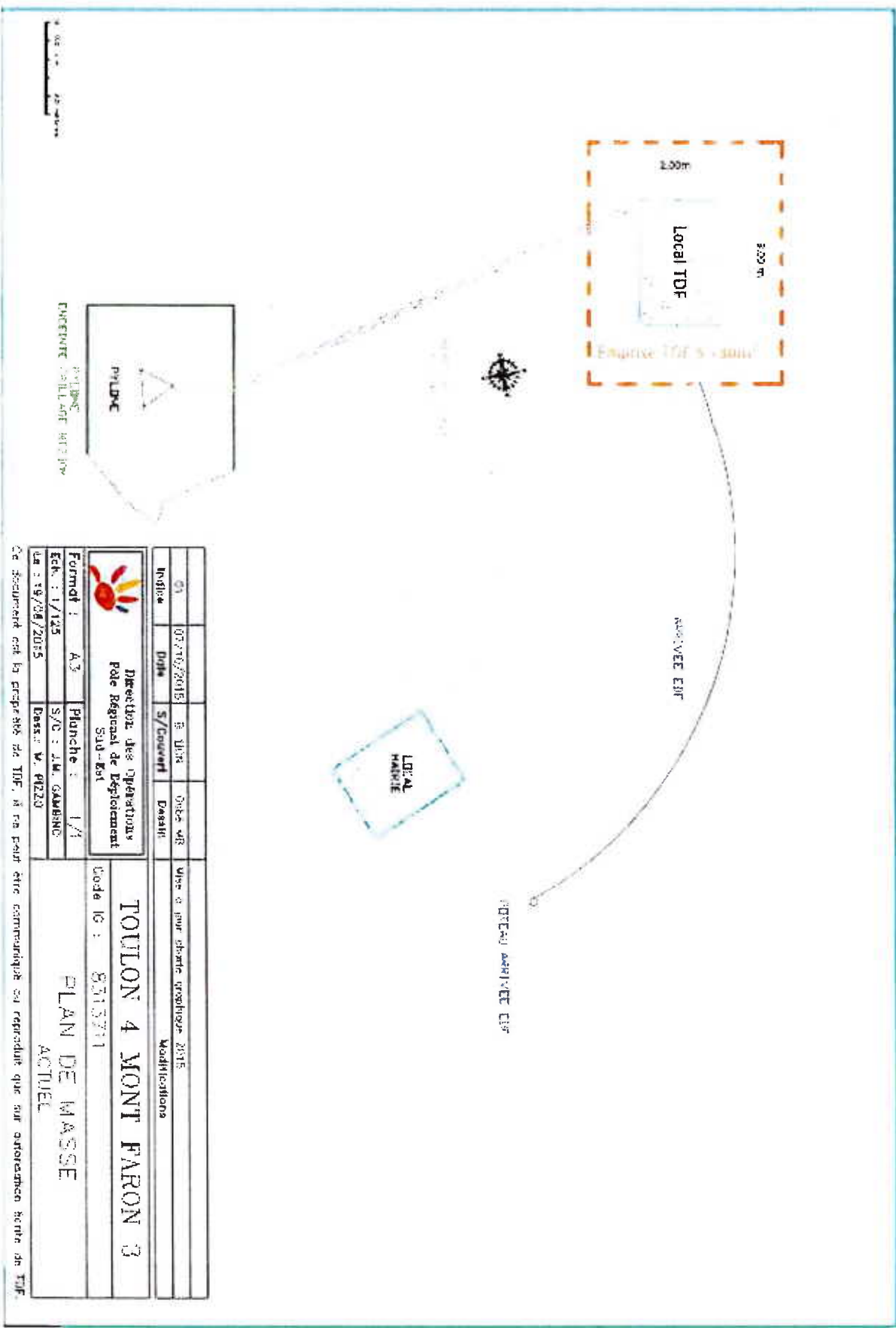
Plan Situation des Biens Occupés : IGN




Plan Situation des Biens Occupés : Vues Géoportail



Plan Masse des Biens Occupés



| | | | |
|--|------------|-------------------|--------------|
| Visé le pour étude préalable 2015 | | | |
| Modifications | | | |
| Or | 07/10/2015 | B. Uria | Date vér. |
| Indice | Date | S/Consult | Dossier |
|  Direction des Opérations Pôle Régional de l'équipement Sud-Est | | | |
| Format : | A3 | Planche : | 1/1 |
| Ech. : | 1/125 | S/O : | J.M. GAMBINO |
| Un : | 19/08/2015 | Dossier N° : | 01220 |
| Toulon 4 MONT FARON 3 | | Code IG : 8313711 | |
| PLAN DE MASSE | | ACTUEL | |

Ce document est la propriété de TDF, il ne peut être communiqué ou reproduit que sur autorisation écrite de TDF.